



Immeuble BORA - 6 rue
Raoul Nordling

92277 Bois-Colombes
Cedex - France

www.grtgaz.com

Réponse de GRTgaz à la consultation publique de la CRE du 13 octobre 2014 relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport de GRTgaz et TIGF au 1^{er} avril et 1^{er} octobre 2015

27 octobre 2014

Question 1 : Etes-vous favorable aux principes proposés par les GRT pour le système d'équilibrage cible à partir du 1er octobre 2015, à la suppression des tolérances et à la forte baisse du taux de surcote/décote appliqué au prix moyen de règlement des déséquilibres ?

Sans objet

Question 2 : Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz concernant la mise en place d'une décote/surcote de +/- 2,5% en zone Nord ?

Sans objet

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz et TIGF concernant la mise en place d'une décote/surcote de +/- 0,1€/MWh en zones GRTgaz Sud et TIGF, ou bien considérez-vous, comme la CRE, que ce niveau est insuffisant ?

Sans objet

Question 4 : Etes-vous favorable à l'utilisation de l'indicateur de stock en conduite projeté proposé par GRTgaz et TIGF ?

Sans objet

Question 5 : Etes-vous favorable aux règles d'intervention sur les marchés pour leurs besoins d'équilibrage proposées par GRTgaz et TIGF ?

Dans le paragraphe 2.2.2.1, la CRE propose la création d'une incitation financière ayant pour but d'inciter les GRTgaz à intervenir à des prix aussi proches que possible du prix moyen du marché.

GRTgaz pense qu'il est intéressant d'observer la pertinence des dispositifs mis en place pour le système d'équilibrage cible défini par le règlement n°312/2014 (« Code de réseau Equilibrage ») dont l'objectif est de faire équilibrer le système par le marché. A ce titre, le prix moyen du marché (Bourse Powernext) apparaît comme une bonne référence. GRTgaz estime qu'il faudrait prendre en compte le prix marginal calculé chaque jour et non seulement le prix des interventions de GRTgaz. En effet, le fait que GRTgaz n'intervienne pas est aussi la preuve du bon fonctionnement des dispositifs de communication des informations aux expéditeurs : qualité des informations (même si des indicateurs individuels sont déjà suivis), format et fréquence de mise à disposition des informations, mesures d'accompagnement/pédagogie à destination des expéditeurs.

Les jours de forte tension, des écarts importants entre le prix marginal et le prix moyen du marché doivent être acceptables. En effet, il faut que GRTgaz soit toujours en mesure d'obtenir de la flexibilité journalière (achat ou vente) si l'indicateur de Stock En Conduite Projeté sort de ses limites opérationnelles.

GRTgaz estime que la mise en place d'une incitation financière serait un frein au développement de la liquidité en dehors des heures ouvrables. Aujourd'hui la liquidité hors heures ouvrables est très faible. De ce fait, GRTgaz n'interviendra pas s'il risque d'avoir un malus. Or GRTgaz pense, et cela a aussi été exprimé en réunion de Concertation, que sa présence sur la Bourse à des créneaux horaires connus de tout le marché (voir les horaires précisés dans les documents de la présente Consultation Publique) est à même de provoquer des rendez-vous avec les expéditeurs susceptibles de proposer de la flexibilité et ainsi de contribuer à créer en partie de la liquidité durant les heures non ouvrables.

Compte-tenu de cette phase de démarrage d'interventions multiples en et hors heures ouvrables sur la Bourse, GRTgaz a proposé que soit créé un Comité Opérationnel rassemblant la CRE, Pownext et GRTgaz. Ce Comité pourra suivre de manière fréquente les résultats des opérations de GRTgaz sur la Bourse dont découlent les prix de règlement des déséquilibres. Il pourra détecter des situations particulières qui provoquent des écarts importants entre le prix de marché et le prix de règlement des déséquilibres. Dans ces cas-là, ce Comité pourrait d'une part décider de faire évoluer les paramètres d'intervention de GRTgaz pour supprimer dans le futur les impacts de la reproduction de telles situations et d'autre part décider de ne pas retenir le prix marginal issu de cette situation particulière. De plus, la CRE, de par sa mission de surveillance des marchés de gros, pourrait analyser le comportement des acteurs lors de ces situations particulières. Ce Comité Opérationnel rendrait compte à la Concertation Gaz qui reste le lieu d'échange pour la conception et l'évolution de tous les dispositifs mis en œuvre pour le système d'équilibrage cible.

Question 6 : Etes-vous favorable à un prix marginal unique de règlement des déséquilibres pour les zones TIGF et GRTgaz Sud ?

Sans objet

Question 7 : Etes-vous favorable à la disparition du SEJ dans les conditions du système cible ?

Sans objet

Question 8 : Partagez-vous les analyses de GRTgaz et de TIGF sur la situation du marché ?

Sans objet

Question 9 : Etes-vous favorable aux propositions de GRTgaz et TIGF concernant la mise en place anticipée dès le 1er avril 2015 d'un système sans tolérances standard, avec une décote/surcote faible et en maintenant le SEJ et les tolérances optionnelles (3%) jusqu'au 1er octobre 2015 ?

Sans objet

Question 10 : Etes-vous favorable au reversement du compte de neutralité financière en fonction des quantités livrées ?

Sans objet

Question 11 : Souhaitez-vous que soit modifié le mode de répartition du compte de neutralité

financière, notamment pour compenser les difficultés structurelles de certains expéditeurs à s'équilibrer?

Sans objet